

**RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION  
CONCERNANT LA REGULARISATION DE 39 PIEZOMETRES INSTALLEES DANS LE  
CADRE DU PROJET CANAL SEINE-NORD EUROPE  
COMMUNES DE LONGUEIL-ANNEL, CLAIROIX, LE PLESSIS-BRION, THOUROTTE,  
CAMBRONNE-LÈS-RIBÉCOURT, DIVES, CHIRY-OURSCAMP, RIBÉCOURT-  
DRESLINCOURT, MONTMACQ, PIMPRESZ, PASSEL, VILLE, MELICOCQ, CARLEPONT,  
CHOISY-AU-BAC**

DOSSIER N° 60-2020-00153

**LA PRÉFÈTE DE L'OISE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2224-8 ;

Vu le code civil et notamment son article 640 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine Normandie en vigueur ;

Vu le Schéma d'aménagement et de gestion des Eaux Oise-Aronde ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Corinne ORZECZOWSKI Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté de la préfète de l'Oise en date du 22 janvier 2021 donnant délégation de signature en matière administrative à M. Claude SOULLER, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de l'Oise ;

Vu l'arrêté du directeur départemental des territoires de l'Oise du 25 janvier 2021 portant subdélégation de signature à Coline Grabinski, responsable adjointe du Service de l'Eau, de l'Environnement et de la Forêt à la direction départementale des Territoires de l'Oise ;

Vu le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 22 janvier 2021, présenté par Hydrogeotechnique Nord et Ouest, enregistré sous le n° 60-2020-00153 et relatif à la régularisation de 39 piézomètres installés dans le cadre du projet canal Seine-Nord Europe ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**Hydrogeotechnique Nord et Ouest**

**Direction Régionale Ile-de-France**

28/30 avenue Jacques Anquetil – BP 90226

95192 GOUSSAINVILLE Cedex

concernant :

**La régularisation de 39 piézomètres installés dans le cadre du projet canal Seine-Nord Europe**

sur les communes de LONGUEIL-ANNEL, CLAIROIX, LE PLESSIS-BRION, THOUROTTE, CAMBRONNE-LÈS-RIBÉCOURT, DIVES, CHIRY-OURSCAMP, RIBÉCOURT-DRESLINCOURT, MONTMACQ, PIMPRESZ, PASSEL, VILLE, MELICOCQ, CARLEPONT, CHOISY-AU-BAC.

L'ouvrage constitutif à cet aménagement rentre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique :	Intitulé :	Régime :	Arrêté de prescriptions générales correspondant :
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Jusqu'au 22 mars 2021, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet, il peut être faite une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être faite opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées aux mairies de LONGUEIL-ANNEL, CLAIROIX, LE PLESSIS-BRION, THOUROTTE, CAMBRONNE-LÈS-RIBÉCOURT, DIVES, CHIRY-OURSCAMP, RIBÉCOURT-DRESLINCOURT, MONTMACQ, PIMPRESZ, PASSEL, VILLE, MELICOCQ, CARLEPONT, CHOISY-AU-BAC où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'OISE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A BEAUVAIS, le 18 février 2021

Pour la Préfète de l'OISE et par subdélégation  
La responsable adjointe du  
Service Eau Environnement Forêt



Coline GRABINSKI

PJ : arrêté de prescriptions générales

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

**Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

